

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Point de vue de l'UE sur le programme de travail de l'après-Nairobi

**L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est à un tournant décisif, a indiqué la commissaire au Commerce de l'UE, Cecilia Malmström, lors d'une réunion de dialogue avec la société civile européenne le 26 avril.**

M<sup>me</sup> Malmström a souligné que la dernière Conférence ministérielle de l'OMC (CM10) à Nairobi, au Kenya, a été un « triple succès » puisqu'elle a permis aux Membres de parvenir à un accord sur l'élimination des subventions à l'exportation, tout en accroissant la portée de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) à de nouveaux produits, et, plus important encore, a donné une chance aux délégués « d'adapter » le programme de négociations.

« Le Cycle de Doha des négociations de l'OMC a été bloqué pendant de nombreuses années [...]. Maintenant, avec la Déclaration de Nairobi et l'énoncé quelque peu ambivalent sur l'avenir de l'OMC, la porte est ouverte pour une réelle considération de la voie que doit prendre l'organisation à partir de maintenant », a affirmé M<sup>me</sup> Malmström.

Les Membres reconnaissent en grande partie que la plupart des sujets du Programme de Doha pour le développement (PDD) ne vont simplement pas disparaître. La Déclaration de Nairobi a créé une atmosphère où les Membres sont invités à aborder certaines de ces questions avec un cadre d'action différent, par exemple avec les accords plurilatéraux. M<sup>me</sup> Malmström, en ce qui la concerne, préfère aborder certaines de ces questions de manière multilatérale; cependant « il faut aussi être réaliste », a-t-elle mentionné.

« S'il faut faire un choix entre réaliser des progrès avec un plus petit nombre de partenaires ou ne réaliser aucun progrès, alors nous choisirons d'aller de l'avant, de manière plurilatérale », a déclaré la commissaire au Commerce de l'UE, que ce soit entrepris sur la base de la nation la plus favorisée ou non.

### Priorité donnée au soutien interne à l'agriculture

Il y a trois catégories d'enjeux que M<sup>me</sup> Malmström voit émerger à la suite des consultations tenues à Genève jusqu'à présent. Premièrement, la nécessité d'aborder la question du soutien interne à l'agriculture fait l'objet d'un solide appui. En plus de l'UE, certains pays, dont l'Australie, le Canada et les États-Unis, regardent de plus près les subventions agricoles des pays en développement, après que diverses études aient montré que des pays comme la Chine et l'Inde sont devenus des superpuissances agricoles grâce à l'augmentation de leurs subventions internes au cours de la dernière décennie. Ces pays n'ont toutefois pas informé l'OMC de leurs dépenses agricoles intérieures.

« Il s'agit de l'un des enjeux non résolus les plus importants et difficiles dont se soucient de nombreux Membres. Par conséquent, il sera essentiel d'avancer en matière de soutien interne pour que des progrès soient réalisés dans d'autres domaines », a indiqué M<sup>me</sup> Malmström, citant le commerce numérique et les investissements comme deux autres domaines d'extrême importance pour les Membres.

M<sup>me</sup> Malmström a également mentionné les subventions pour la pêche, la pression de l'Inde pour qu'une solution permanente soit trouvée quant à la détention de stocks publics pour la sécurité alimentaire, les services, les restrictions à l'exportation sur l'énergie et la matière première, et les sociétés d'État (SÉ)

comme faisant partie des enjeux restants que les Membres de l'OMC semblent soutenir.

Puis, il y a les questions qui semblent destinées à être abordées seulement sur une base plurilatérale, puisque les Membres ont des points de vue divergents. L'accès aux marchés pour les biens est l'un des domaines où des négociations plurilatérales ou sectorielles pourraient avoir lieu, a affirmé M<sup>me</sup> Malmström.

Lors d'une récente réunion du groupe de négociation sur les biens industriels (accès au marché pour les produits non agricoles), les États-Unis ont demandé aux Membres d'envisager des solutions de rechange comme les ententes plurilatérales pour l'AMNA. D'autres pays développés importants comme l'UE et le Japon ont appuyé l'idée. La Commission a entre-temps

suggéré que toute approche plurilatérale devrait avoir une couverture sectorielle claire, être dans l'intérêt tant des pays développés que des pays en développement et des industries, être d'une grande importance économique et inclure des intrants pour la production.

Une source informée a indiqué que la Commission européenne effectue présentement un remue-ménages des options possibles pour faire avancer les négociations sur l'agriculture de l'OMC. La Commission présentera probablement ses idées lors de la mini réunion ministérielle traditionnelle de l'OMC tenue en marge de la réunion annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui aura lieu à Paris du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

